



## CHAPITRE 145

Loi concernant Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Kénogami, dans le comté de Jonquière-Kénogami

[Sanctionnée le 18 décembre 1958]

## CHAPTER 145

An Act respecting The school commissioners for the municipality of Kénogami, in the county of Jonquière-Kénogami

[Assented to, the 18th of December, 1958]

Préambule.

**A**TTENDU que Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Kénogami, dans le comté de Jonquière-Kénogami, ont, par leur pétition, représenté:

Qu'il est à propos de changer leur nom;

Attendu qu'il y aurait lieu de faire droit à ces demandes;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Nom changé.

**1.** Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Kénogami, dans le comté de Jonquière-Kénogami, seront dorénavant connus et désignés sous le nom de "La commission des écoles de la cité de Kénogami", ci-après nommé "la commission".

Corporation.

**2.** La commission forme une corporation avec la juridiction attribuée par les diverses lois qui la régissaient sous son ancien nom, sujet aux modifications explicites de la présente loi.

Caisse de retraite.

**3.** Lesdits commissaires d'écoles peuvent, par résolution, établir une caisse de retraite contributive pour certaines classes de leurs employés qui ne sont pas admis par la Loi de l'instruction publique à bénéficier du fonds de pension général prévu par cette loi.

Preamble.

**W**HEREAS The school commissioners for the municipality of Kénogami, in the county of Jonquière-Kénogami, have, by their petition, represented:

That it is expedient to change their name;

Whereas it is expedient to grant their prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Name changed.

**1.** The school commissioners for the municipality of Kénogami, in the county of Jonquière-Kénogami, shall hereafter be known and designated by the name "The school commission of the city of Kénogami", hereinafter called "the commission".

Corporation.

**2.** The commission shall be a corporation with the jurisdiction assigned by the various laws by which it was governed under its former name, subject to the explicit modifications of this act.

Pension fund.

**3.** The said school commissioners may, by resolution, establish a contributory pension fund for certain categories of their employees who are not permitted by the Education Act to the benefit of the general pension fund provided for by that act.

Résolu-  
tion.

4. Cette résolution détermine: les contributions respectives des commissaires d'écoles et des employés; les prestations ou autres bénéfices payables aux employés ou, à leur décès, à leurs dépendants ou héritiers; la durée des services et les autres conditions requises pour avoir droit à ces prestations ou autres bénéfices; la mise à la retraite des employés, et le mode d'administration de la caisse de retraite.

Appro-  
bation.

5. Cette résolution et toute résolution qui la modifie ne deviennent en vigueur qu'après approbation par le surintendant de l'instruction publique, la Commission municipale de Québec et le surintendant des assurances.

Place-  
ments.

6. Les avoirs de la caisse de retraite doivent être placés suivant les dispositions du paragraphe 2 de l'article 154 de la Loi des assurances de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 299).

Ententes.

7. Les commissaires peuvent, pour l'établissement et l'administration de la caisse de retraite, faire toute entente avec une compagnie de fidéicommis.

Entrée en  
vigueur.

8. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Resolu-  
tion.

4. Such resolution shall determine: the respective contributions of the school commissioners and of the employees; the allowances or other benefits payable to the employees or, at their death, to their dependents or heirs; the duration of service and other conditions required to qualify for such allowances or other benefits; the superannuation of employees and the mode of administration of the pension fund.

Approval.

5. Such resolution and any resolution amending it shall come into force only after approval by the Superintendent of Education, the Quebec Municipal Commission and the Superintendent of Insurance.

Invest-  
ments.

6. The assets of the pension fund must be invested in accordance with the provisions of subsection 2 of section 154 of the Quebec Insurance Act (Revised Statutes, 1941, chapter 299).

Agree-  
ments.

7. The commissioners may, for the creation and administration of the pension fund make any agreement with a trust company.

Coming  
into force.

8. This act shall come into force on the day of its sanction.